

page 191 lectures

PRE

TRAITER AVEC LE DIABLE ? LES VRAIS ENJEUX DE LA DIPLOMATIE AU XXI^e SIÈCLE

Pierre Grosser

Paris, Odile Jacob, 2013, 368 pages

Historien des relations internationales reconnu pour la qualité et la densité de ses travaux sur la guerre froide, enseignant à Sciences Po, Pierre Grosser s'est également frotté aux pratiques diplomatiques comme directeur des études de l'Institut diplomatique et consulaire (IDC) du ministère des Affaires étrangères (2001-2009). Il nous livre un essai ambitieux sur la raison d'être de la diplomatie : parler avec l'ennemi. L'auteur s'interroge ainsi sur les processus de diabolisation de l'adversaire et les impasses auxquels ces derniers conduisent le plus souvent. Il entend identifier les « prismes cognitifs » qui bloquent la relation à l'autre une fois celui-ci diabolisé : « Il s'agit de mettre le doigt sur les perceptions et les raisonnements qui, loin d'éclairer l'action politique, l'entraînent sur des voies potentiellement dangereuses ».

Le plus court chemin vers la diabolisation est l'assimilation à la figure de Adolf Hitler. Référence obsédante, le masque de Hitler fut posé sur Joseph Staline, Gamal Abdel Nasser, Slobodan Milošević ou, plus récemment, Mahmoud Ahmadinejad. Considérée comme la « bonne guerre » par excellence, la Seconde Guerre mondiale sert de matrice à la diabolisation en fournissant des références sans cesse utilisées par les décideurs politiques ou médiatiques en quête de justifications historiques et morales. Cette approche fait écho à des travaux déjà anciens sur l'instrumentalisation de la mémoire¹. La polarisation sur la Seconde Guerre mondiale s'explique par le conflit de valeurs entre belligérants, profondément marqué par la « solution finale ». L'enchaînement des causes et la contribution de chacun font l'objet d'une réflexion historiographique et d'une exploitation politique jamais achevées. Les mécanismes de diabolisation fonctionnent à partir d'une (dis)qualification morale qui fige mentalement le jugement et, partant, les situations rendent ainsi « difficiles les interactions avec l'ennemi, une fois que celui-ci a été diabolisé ». Le propos de Grosser rejoint celui d'autres historiens des relations internationales, qui conduisent depuis plusieurs années des travaux sur les attitudes mentales et les images de l'autre, attitudes et images qui jouent inévitablement sur les processus de décision².

L'ouvrage est construit en trois grandes parties. La première, « Les leçons de l'histoire », revient en détail sur le complexe de Munich et les syndromes de Suez et du Vietnam. Maîtrisant parfaitement l'historiographie internationale sur ces sujets complexes, Grosser invite à la plus grande prudence dans l'utilisation des références historiques. Il convient d'avoir une conscience aiguë des limites du savoir et du raisonnement historiques. Vœu pieux ? Sans doute, quand on voit comment les décideurs dupent volontairement, ou se dupent inconsciemment, en recourant à des analogies historiques pour justifier une décision. Une des premières tâches de l'histoire des relations internationales est de déconstruire ces mythes, et de pointer

1. R. Neustadt et E. May, *Thinking In Time. The Uses of History for Decision-Makers*, New York, NY, Free Press, 1988.

2. R. Frank, « Mentalités, opinions, représentations, imaginaires et relations internationales », in R. Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, p. 345-370.

les anachronismes, qui biaisent souvent les premières analyses d'une crise. Or il n'y a pas de gestion de crise sans formulation sérieuse des enjeux initiaux.

L'exemple de Munich, « repoussoir absolu », sorte d'arme d'annihilation du débat, permet de fustiger un adversaire politique en l'accusant de mollesse ou de manque de clairvoyance : « La référence à Munich permet d'analyser une situation, de prédire le futur, et d'imposer une solution. » Cette référence a été utilisée par les autorités américaines pour intervenir en Corée, au Vietnam ou à Cuba. Elle est souvent à l'origine d'un argumentaire visant à expliquer que le plus sûr moyen de prévenir un massacre de masse est d'intervenir de manière préventive, « voire d'éliminer le diable ». Un des mérites de l'ouvrage de Grosser est de permettre de comprendre Munich dans son contexte historique et dans son exploitation historiographique ou politique, pour savoir quoi répondre à celles et ceux qui pourraient vous traiter de Neville Chamberlain ou d'Édouard Daladier...

Grosser s'intéresse ensuite aux syndromes de Suez et du Vietnam. Se reportant au débat sur la participation britannique à la guerre d'Irak, il constate que les hommes politiques britanniques se justifient en invoquant Munich (pour agir) ou Suez (pour ne pas agir). Pour les États-Unis, le syndrome vietnamien peut paralyser la politique étrangère en provoquant le retour d'un refoulé toujours douloureux. Chacun recourt à la référence historique pour intervenir (George W. Bush se comparait à Harry Truman à mesure que diminuait sa cote de popularité) ou, au contraire, pour éviter l'escalade (en se référant notamment à la politique de Richard Nixon et Henry Kissinger vis-à-vis de la Chine). La lecture et les leçons tirées de la guerre froide ont une valeur prédictive selon le jugement porté sur l'efficacité de la politique de *containment* et sur les conditions de fin de l'affrontement bipolaire. Cette grille d'analyse structure par exemple lourdement la réflexion à propos d'éventuelles frappes préventives sur un régime particulièrement diabolisé comme le régime iranien. Ces études de cas conduisent l'auteur à se demander quelles stratégies pourraient s'avérer gagnantes face au diable. Elles commencent par un travail analytique sérieux, souvent instrumentalisé en raison de la pression médiatique ou des agendas des différents groupes en mesure de peser sur le processus de décision.

La deuxième partie, « Les impasses des mécanismes de représentation », s'intéresse aux cristallisations perceptuelles et cognitives, qui conduisent « à poser comme point de départ une hostilité mutuelle totale ». Grosser revient sur les mécanismes bien connus du « dilemme de sécurité » et montre que les intentions de l'autre sont le plus souvent envisagées en fonction de ce qu'il a (ses capacités), de ce qu'il fait (son comportement) et de ce qu'il est (son identité). Or, les interrogations sur les intentions réelles du diable seraient souvent sous-estimées par souci de ne pas provoquer de rupture de cohérence causale dans le raisonnement, en feignant de continuer à croire que le diable serait rationnel. En ce sens, la certitude serait plus belligène que l'incertitude. Figurer les perceptions et les représentations, réflexe fréquent, serait un travers dans lequel tout décideur devrait prendre garde de ne pas tomber.

À partir de là se pose une double question : faut-il traiter avec le diable ? Si oui, comment faire ? Grosser tente une approche du problème fondée sur le genre qui

n'est pas la plus convaincante de l'ouvrage, en disant que « négocier n'est pas une activité virile » et que le compromis serait féminin. Cela conduirait bien des décideurs à concevoir la négociation comme un aveu de faiblesse, une forme de naïveté, qui présenteraient un risque politique en interne. Grosser évoque les dilemmes de la négociation : « La faible complexité cognitive amène à réduire les problèmes compliqués de politique étrangère à des enjeux de personnalité » et donc, insensiblement, à favoriser une approche psychologisante. À cette limitation s'ajoute la question de la structuration du débat car dans la diplomatie, « les règles du jeu, l'expertise, la capacité à nommer les problèmes et la langue sont les privilèges des puissances installées », ainsi que l'incapacité prêtée au diable de séparer son identité et ses intérêts.

La troisième partie, « Dans un monde complexe, la recherche de solutions simples », souligne la nécessité de simplifier une situation à l'aide d'options tranchées pour orienter la décision, par définition partielle et partielle. Diaboliser ou ne pas diaboliser dépend, à certains égards, de positions intellectuelles liées à la lecture de l'histoire récente. Trois positions, qui conditionnent la lecture des événements, sont ainsi schématisées : la première considère que les règles du jeu n'ont pas changé avec la fin de la guerre froide et restent marquées par la domination et le conflit ; la deuxième estime que non seulement l'histoire a un sens, mais que ce sens est le bon, celui du progrès, comme le prouverait la fin de la guerre froide ; la troisième avance l'idée qu'une profonde transformation du système international a eu lieu dans les années 1970, transformation qui aurait entraîné, 20 ans plus tard, la fin de la guerre froide : « Les trois visions amènent à définir le diable "post-guerre froide" de manière différente. » Grosser rappelle que la diplomatie a été précisément créée pour traiter avec des monstres, mais que « la compréhension du diable est en fait complexe ».

En conclusion, Grosser estime que « nous sommes encombrés par des analogies historiques et des leçons de l'histoire dont nous surévaluons la pertinence ». À cela s'ajoutent des processus cognitifs qui rendent la confrontation avec le diable inévitable et la négociation presque impossible. Il est nécessaire, pour l'auteur, d'assumer la complexité et l'incohérence et de croire aux vertus de la diplomatie en reconnaissant ses limites, ce qui le conduit à appeler de ses vœux une « éthique du contact, de la négociation et du compromis ». On peut évidemment formuler quelques critiques à l'encontre de cet ouvrage, comme une faible exploitation des travaux de Daniel Kahneman sur le fonctionnement cognitif ou de René Girard sur le mimétisme. La bibliographie, toujours impressionnante chez Grosser, aurait pourtant mérité d'être élargie à d'autres disciplines que l'histoire et la science politique sur un tel sujet. Il n'en demeure pas moins que Grosser signe là un ouvrage important, dans la mesure où il offre un cadre analytique sophistiqué pour des pratiques diplomatiques souvent stéréotypées. En outre, son livre invite toute personne désireuse de faire œuvre de diplomatie à s'interroger sur ses propres mécanismes cognitifs, une démarche toujours salutaire.

Thomas Gomart

Directeur du développement stratégique, Ifri

LAND OF PROMISE. AN ECONOMIC HISTORY OF THE UNITED STATES

Michael Lind

New York, NY, HarperCollins, 2013, 586 pages

Alors qu'à Washington la polarisation idéologique et partisane autour de la politique économique bat son plein, *Land of Promise* arrive à point nommé pour replacer ces débats dans une perspective historique. Cofondateur du *think tank* centriste New America Foundation, Michael Lind avait déjà privilégié une telle perspective dans des ouvrages remarquables sur la culture politique, économique et stratégique américaine. Dans un style précis et enlevé, Lind s'interroge aujourd'hui sur la véritable nature et les clés d'un modèle économique qui a permis aux États-Unis de se propulser à la première place mondiale moins d'un siècle après leur naissance, puis de conserver – pour combien de temps encore ? – ce *leadership* pendant le siècle et demi suivant.

Sa réponse est à la fois inattendue et sans ambiguïté : « La tradition économique américaine n'a jamais été le laisser-faire... Cette tradition s'incarne au contraire dans la politique industrielle », affirme-t-il. Cette thèse s'inscrit à contre-courant des idées dominantes, tant aux États-Unis où l'on est enclin à révéler le marché libre et à se méfier de l'intervention de l'État, qu'ailleurs où alternent les critiques contradictoires d'un capitalisme « débridé » et d'une politique industrielle qui ne dit pas son nom.

Selon Lind, deux traditions antagonistes se sont affrontées tout au long de l'histoire économique américaine. La tradition jeffersonienne a, du temps de l'esclavage, privilégié l'économie agraire et le libre-échange avec la Grande-Bretagne. Elle continue de prôner une main-d'œuvre bon marché et une concurrence entre petits producteurs et banquiers qui serait régulée par de strictes lois antitrust dans le cadre limité des États fédérés. Cette philosophie a dominé dans le Sud et sous les présidences d'Andrew Jackson, Woodrow Wilson, Jimmy Carter, Ronald Reagan et George W. Bush. Elle s'inspire de la crainte que la concentration économique ne subvertisse la décentralisation du pouvoir et les libertés politiques.

À cette tradition s'oppose celle dite hamiltonienne, par référence au *leader* fédéraliste qui fut, sous la présidence de George Washington, le premier secrétaire au Trésor. Les hamiltoniens qui, selon Lind, comptent dans leurs rangs les présidents Abraham Lincoln, William McKinley, Herbert Hoover, Dwight Eisenhower, Lyndon Johnson, Richard Nixon et les deux Roosevelt, Theodore et Franklin, ont été des modernisateurs favorables à la collaboration entre secteurs public et privé. Sous leur influence, l'État a soutenu les secteurs stratégiques en protégeant les industries naissantes par des droits de douane élevés, en finançant l'innovation et les infrastructures et en incitant à la concentration industrielle et financière. Il revient aussi aux hamiltoniens d'avoir créé la Banque centrale, encouragé le développement d'un marché continental unifié et recouru à d'occasionnels plans de relance. Aujourd'hui, les hamiltoniens dominent le Parti démocrate, tandis que les jeffersoniens continuent de jouir d'une forte influence dans le Sud et au sein de l'aile libertaire du Parti républicain. Lind juge le modèle jeffersonien dénué de toute vertu et même « réactionnaire » : « Tout ce que l'économie a de bon se rattache à la tradition hamiltonienne, écrit-il, tout ce qu'elle a de mauvais, à la tradition

jeffersonienne. » Nul doute que la modernité et les performances de l'économie américaine doivent davantage au second qu'au premier système. Néanmoins, n'est-ce pas plutôt la culture jeffersonienne, individualiste, anti-étatiste, adepte de la prise de risque et pionnière dans la conquête de l'Ouest, qui est au fondement de la réussite économique américaine ?

Certes, Lind est loin de négliger le rôle des inventeurs et des entrepreneurs. Les trois étapes qu'il recense dans l'histoire de l'économie américaine ont bien été façonnées par le progrès technologique, à la suite d'abord de l'invention de la machine à vapeur et du télégraphe, puis de l'automobile et de l'électricité, et enfin de l'ordinateur. *Land of Promise* regorge d'anecdotes instructives sur les grands inventeurs que furent par exemple Samuel Morse, Thomas Edison et Alexander Bell et les entrepreneurs de génie comme John Rockefeller, Andrew Carnegie ou Henry Ford. Lind nous apprend aussi qu'un certain Georges Doriot, fils de l'un des fondateurs de Peugeot et professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), devint le père du capital-risque américain ! Mais l'auteur tend à mettre en avant le rôle des pouvoirs publics (d'ailleurs peuplés d'hommes d'affaires) dans l'épopée des chemins de fer, du pétrole, de l'aviation ou de l'informatique. Ainsi John Pierpont Morgan a-t-il sauvé les États-Unis de la banqueroute et trouvé le temps, à Washington, de piloter la politique industrielle. Avant d'inventer l'Internet, les laboratoires militaires avaient percé les secrets de la production industrielle en grande série en s'inspirant du système de standardisation des pièces détachées du général français Jean-Baptiste Vaquette de Gribeauval. Les marchés publics ont permis aux frères Wright d'industrialiser leur découverte de l'aviation.

Lind fait bien de corriger le mythe de l'entrepreneur seul dans son garage et de la non-intervention de l'État dans les grandes inventions et réalisations industrielles. Néanmoins, l'intervention publique – même si elle se fait aux côtés et non à la place du marché et des entreprises – est-elle, comme il le prétend, la clé de la réussite économique américaine ? Soumise à l'analyse comparative, sa thèse manque de crédibilité : pourquoi les autres pays, dans lesquels l'intervention de l'État est encore plus grande, n'ont-ils pas, sur le long terme, connu un dynamisme économique supérieur, ou même équivalent ? L'auteur aurait pu souligner davantage les économies d'échelle que les États-Unis ont tirées de la taille et de l'homogénéité (la vaste classe moyenne) d'un marché intérieur largement unifié, ainsi que de l'abondance de l'espace et des matières premières. Mais ce qui distingue surtout les États-Unis des autres pays, n'est-ce pas moins l'interventionnisme de l'État (sinon par défaut) que la force de la culture entrepreneuriale ? Des autorités publiques familières avec les lois du marché et bienveillantes à leur égard ont su, certes, encourager l'entreprenariat, mais sans doute autant par l'absence ou la légèreté de leurs interventions que l'inverse.

Lind ne fait pas mystère de ses inclinations jacobines, égalitaristes, protectionnistes et isolationnistes, qui font de lui une sorte de Jean-Pierre Chevènement – il est vrai dans une version américaine et libérale. Il érige en modèle les grands cartels et les puissants syndicats des Trente Glorieuses, qui avaient fait prospérer les classes moyennes. À l'inverse, la déréglementation (impulsée sous Carter, un autre sudiste) et la financiarisation de l'économie ont inauguré une nouvelle période jeffersonienne qui a vu les inégalités sociales exploser. L'auteur ne s'appesantit pas

sur la Silicon Valley ou la démocratisation du transport aérien, pourtant aussi des symboles cette fois positifs de la nouvelle économie...

D'après Lind, pendant les phases d'ajustement des institutions politiques aux bouleversements induits par une nouvelle vague technologique, c'est le style politique jeffersonien, caractérisé par la crainte de l'avenir et le populisme, qui a tendance à prévaloir. C'est ce qui s'est produit depuis le début de la révolution numérique dans les années 1970-1980. L'exutoire de cette période de transition a été la « Grande Récession » des années 2009-2010, comme l'avaient été auparavant la guerre de Sécession et la Grande Dépression. Il en découlera donc, cette fois encore, une vague de réformes destinées à amortir les conséquences sociales des transformations technologiques. Comme les précédentes, ces réformes seront d'inspiration hamiltonienne, nous assure Lind, car elles sont les seules à répondre aux nouveaux défis qui attendent les États-Unis, tels que les risques de bulles financières, le maintien d'une classe moyenne nombreuse et prospère et la concurrence de la Chine. Il pense ainsi que le libre-échange ne sied plus à un pays en déclin relatif – la Grande-Bretagne aurait donc dû abandonner le libre-échange il y a belle lurette ? –, qui doit plutôt se concentrer sur ses secteurs stratégiques tout en évitant les guerres commerciales. Si nécessaire, dit-il, la recherche et développement (R&D) publique doit être financée par l'emprunt... mais les exportations devront, elles, couvrir les importations, puisque le dollar est appelé à perdre progressivement son statut exorbitant. Pour satisfaire au *Too Big to Fail*, les grandes banques ne doivent pas être démantelées mais au contraire régulées comme des services publics. L'immigration doit être restreinte pour protéger le niveau de salaire des Américains les plus modestes et privilégier les compétences manquantes aux États-Unis.

Reste à Lind à convaincre ses compatriotes que leur meilleur atout pour l'avenir n'est pas le système (selon lui en partie fictif) de la libre entreprise, mais celui où excellent déjà les Chinois...

Patrick Chamorel
Senior Resident Scholar, Stanford University

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

DÉTERMINANTS DES CONFLITS ET NOUVELLES FORMES DE PRÉVENTION

Sous la direction de Jean-Pierre Vettovaglia
Bruxelles, Bruylant, 2013,
1092 pages

Voici un ouvrage collectif qui s'inscrit dans une série de réflexions initiées par l'Organisation de la francophonie sur la prévention des conflits et la promotion de la paix. Après deux volumes consacrés respectivement à la médiation, et à la démocratie et aux élections, ce tome III aborde plus directement les déterminants des conflits et les nouvelles formes de prévention.

En fait, l'intérêt de cet ouvrage dépasse largement le champ des pays francophones. Les outils évoqués – prévention précoce, sanctions, dialogue et réconciliation, diplomatie humanitaire, ingénierie institutionnelle, recours à la justice pénale internationale – existent parfois depuis des décennies. Ces outils prennent cependant de nouvelles formes, bénéficient d'une nouvelle approche et d'un nouveau dynamisme.

Ce livre se veut un manifeste contre ceux qui entendent « donner ses chances à la guerre », pour reprendre l'expression d'Edward Luttwak. Or si l'on en croit la base de données du Heidelberg Institute for International Conflict Research, on pouvait déplorer, en 2012, 396 conflits dans le monde, un chiffre proche du record atteint dans le courant des années 1990, dont 80 % de conflits intra- ou infra-étatiques, défis majeurs de notre temps. Comme le constate

Jean-Pierre Vettovaglia, la violence s'est fragmentée à l'initiative d'acteurs non étatiques, qui défient et supplantent des États dépossédés du monopole de la violence. Ces groupes armés ignorent naturellement les « règles du jeu » et ont souvent des objectifs mal définis. Nombre d'entre eux ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs valables. Leur prolifération, en Afrique ou au Moyen-Orient, contribue à expliquer la multiplication des États faillis : Somalie, Soudan, Centrafrique, Liban relèvent de cette problématique. L'étude de Georges Corm montre comment les chefs de clans locaux ont conduit le Liban à la guerre civile en s'appuyant sur des protecteurs extérieurs – Israël, Arabie Saoudite, Syrie, États-Unis, France –, qu'ils instrumentalisent tout étant eux-mêmes manipulés. Le clivage traditionnel entre chrétiens et musulmans s'est mué en un clivage transcommunautaire qui traverse aussi bien chrétiens que musulmans sunnites, faisant de ce pays un champ de bataille où les acteurs extérieurs se livrent à une guerre sans merci.

Parmi les instruments, sinon nouveaux, tout au moins rénovés, figurent les sanctions. Plusieurs pays du Moyen-Orient – Irak, Syrie, Iran – en ont été frappés, avec des succès inégaux. L'analyse de Thomas Bierstecker attire l'attention. Il essaie de définir les objectifs poursuivis en distinguant trois, étroitement liés : stigmatiser, contraindre, dissuader. Il estime que les sanctions peuvent avoir une réelle efficacité, mais qu'elles seraient impuissantes à 25 % pour le premier objectif, 62 % pour le deuxième et 43 % pour le dernier. Il évoque leurs effets pervers : corruption, désastres humanitaires, voire renforcement du régime. Ces développements auraient pu être complétés par une réflexion sur la recherche des introuvables « sanctions intelligentes », censées toucher les dirigeants sans

affecter la population. De même, la façon parfois discriminatoire dont le Conseil de sécurité punit les pays enfreignant la légalité internationale – le *double standard* – aurait mérité une analyse. On pourrait aussi s'interroger sur les sanctions unilatérales, qui tendent à supplanter en nombre et parfois en efficacité les sanctions onusiennes. Ainsi, près de 80 États sont visés par des sanctions votées par le seul Congrès américain.

La lecture de cet ouvrage de référence devrait permettre de mieux comprendre les déterminants des turbulences actuelles et de mieux appréhender à quelles conditions le triangle vertueux représenté par la paix, la démocratie et le développement peut sortir du chaos nombre de pays.

Denis Bauchard

NATO IN AFGHANISTAN. FIGHTING TOGETHER, FIGHTING ALONE

David P. Auerswald et Stephen M. Saideman
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2014, 280 pages

L'objectif de l'ouvrage de David Auerswald et Stephen Saideman est de nous expliquer les variations dans les participations des États aux opérations en Afghanistan sur la période 2006-2010. Cet ouvrage est une contribution à la littérature à la fois sur les alliances, sur les relations civilo-militaires et sur le lien entre politique intérieure et politique étrangère. Il est d'une grande richesse empirique et vient compléter de manière originale et utile le corpus existant sur le conflit afghan et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Les auteurs nous éclairent d'abord sur la manière dont s'exerce le contrôle national sur les forces militaires, démontrant que les interventions alliées se jouent dans les capitales des États participants, « plus qu'à Bruxelles ou à Kaboul ». Les auteurs utilisent l'approche du principal-agent, c'est-à-dire qu'ils étudient la relation entre le détenteur de l'autorité et le ou les acteurs(s) à qui celle-ci est déléguée, en l'occurrence le commandant des opérations et/ou le ministre de la Défense. Selon cette approche, l'Alliance et les États constituent autant de « principaux », le premier collectif, les autres individuels, ce qui donne lieu à des relations principal-agent « hybrides ». La simplicité de la relation à l'État lui assure la prééminence sur le principal collectif, la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) : les décisions nationales importent donc plus que celles de l'OTAN.

Les États participant aux opérations en coalition ont quatre moyens d'exercer un contrôle sur leurs contingents : sélection des agents commandant les opérations ; limites à l'autorité déléguée (dont les fameux *caveats*) ; surveillance (rapports, coups de téléphone) ; incitations (punition et rétribution).

L'ouvrage est structuré autour des systèmes politiques d'États participants : régimes présidentiels, régimes parlementaires à parti unique et gouvernements de coalition. Il y a deux ou trois études de cas détaillées par type de régime, auxquelles s'ajoutent des cas secondaires. Parmi les facteurs expliquant les variations dans le niveau de contrôle, on trouve la personnalité et les préférences des décideurs dans les régimes présidentiels et les régimes parlementaires à parti unique. La couleur politique est également un facteur important, les gouvernements de gauche exerçant davantage de contrôle sur les contingents. Dans les

gouvernements de coalition, il apparaît que plus la coalition est large, plus le contrôle va s'exercer par le biais de *caveats* et de surveillance. Les auteurs examinent également les cas de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, non-membres de l'OTAN, et concluent que dans leur cas comme dans les autres, ce sont bien les institutions politiques nationales qui déterminent la participation militaire et le contrôle des contingents. Les auteurs se distinguent ainsi des approches traditionnelles, dont les explications sont fondées sur le poids de l'opinion publique, sur les cultures stratégiques ou sur la perception de la menace.

Soulignons deux limites à cette contribution. Comme la focale s'attache aux systèmes politiques nationaux, deux types d'éléments sont négligés. D'une part, les auteurs n'abordent que très peu les évolutions de la situation sur le terrain, qui peuvent expliquer des changements dans les options stratégiques choisies ; d'autre part, les échanges entre alliés ne sont presque jamais mentionnés, alors que des processus d'émulation ou d'influence sont de nature à modifier les comportements des principaux comme des agents.

Alice Pannier

LE DÉCLIN DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Catherine Durandin

Paris, François Bourin Éditeur, 2013, 266 pages

Écrit par une historienne à l'heure des débats entourant la rédaction du nouveau Livre blanc sur la défense, *Le Déclin de l'armée française* entend sensibiliser le lecteur aux problématiques militaires. Derrière un titre accrocheur, on attendait un tableau présentant – chiffres à l'appui – la déliquescence qualitative

et quantitative des forces. Si l'auteur ne masque évidemment pas les nombreuses difficultés que celles-ci rencontrent – des retards pour le renouvellement d'équipements majeurs jusqu'au désastre du système de paiement des soldes –, elle se place plutôt dans une approche didactique qui vise à démontrer le besoin d'une défense efficace. Ainsi, la baisse des budgets et des effectifs de la Défense depuis une trentaine d'années l'amène à se demander si l'armée française ne s'approcherait pas d'un point de rupture.

Cherchant à faire connaître ce corps atypique que la disparition de la conscription contribue à marginaliser avec le temps, Catherine Durandin réalise une étude à dominante anthropologique. Avec force détails, elle nous fait découvrir le monde des soldats : leurs motivations, leurs contraintes, leur sens du service et de l'honneur, mais aussi leur état d'esprit face à des réformes permanentes qui érodent le moral de la troupe. Nourri de nombreux entretiens avec des officiers supérieurs – en activité ou investis dans de multiples associations proches de l'institution – l'ouvrage met en avant les préoccupations de la Grande Muette. Au premier rang d'entre elles figurent l'interrogation sur sa capacité à assumer efficacement ses missions ou encore sa relation avec la société civile, avec le risque d'une incompréhension croissante entre l'armée et la nation, d'une dérive des médias vers toujours plus d'émotionnel, d'une inhibition des combattants face à la judiciarisation de l'action militaire.

L'auteur ne délaisse pas pour autant le volet plus politique de la réflexion sur l'emploi de la force, qui reste intimement lié à la protection des intérêts des États et au respect de leurs engagements internationaux. Elle revient sur la place de la dissuasion dans la stratégie française, sur la nécessaire recherche d'une légitimité

pour toute intervention, sur l'obligation d'identifier des buts de guerre atteignables et celle de conserver dans la durée le soutien de l'opinion publique, sur le rôle potentiel des réserves pour compenser des effectifs insuffisants ou encore sur le débat toujours inabouti concernant la « privatisation » de la guerre.

Enfin, dans le contexte des débats autour du Livre blanc et de leur prolongement par la loi de programmation militaire, l'ouvrage réserve une place importante aux choix budgétaires que devrait entériner la représentation nationale, et dont certains pourraient laisser entrevoir un réel déclassement de la puissance de la France.

Si les décisions politiques et financières sont désormais prises, l'intérêt de l'ouvrage demeure. Sans être technique, il permet au lecteur citoyen de se construire une opinion sur les enjeux de la sécurité et les conditions d'exercice du métier des armes. Participant au renforcement du lien armée-nation, il pourrait être d'une aide appréciable pour ceux qui sont chargés d'éveiller la jeunesse à l'esprit de défense, au premier chef les professeurs d'histoire et d'éducation civique des collèges et lycées.

Antoine d'Évry

HISTOIRE

LE GÉNOCIDE AU VILLAGE. LE MASSACRE DES TUTSIS AU RWANDA

Hélène Dumas

Paris, Le Seuil, 2014, 384 pages

La thèse d'Hélène Dumas ne traite pas de la question de la responsabilité du génocide, l'auteur refusant de prendre parti dans la querelle qui

oppose *grosso modo* ceux qui, derrière Patrick Saint-Exupéry (et Paul Kagamé), en font porter le poids à la France à ceux qui, derrière Pierre Péan, entendent l'en exonérer. Représentante d'une nouvelle génération d'historiens qui n'avaient pas encore atteint l'âge adulte lors du génocide, elle n'est pas l'otage des controverses où ses aînés sont englués depuis 20 ans. Sans être africaniste de formation, elle intègre le génocide rwandais dans la perspective plus large des violences de masse contemporaines.

Dumas se revendique de la *microstoria*, un courant historique attaché aux lieux, aux acteurs et aux faits. Pratiquant l'histoire « au ras du sol¹ », elle ambitionne de présenter « une modulation locale de la grande histoire² », auscultant une commune « ordinaire », une « colline entre mille³ », située à une dizaine de kilomètres au nord de Kigali. On pourrait pinailler, invoquer le fait qu'il n'existe pas de « village » au Rwanda, regretter que l'auteur n'ait pas repris simplement le titre de sa thèse : « Juger le génocide sur les collines ». Mais ce dernier aurait été trop réducteur, aurait limité l'exposé à la présentation d'un processus judiciaire.

Sans doute, pendant cinq ans, l'auteur a-t-elle suivi les audiences des tribunaux *gacaca*, cette forme de justice communautaire destinée à juger les « petits » criminels. Mais ce qui l'intéresse n'est pas la procédure judiciaire,

1. J. Revel, « L'histoire au ras du sol », préface à l'édition française de G. Levi, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

2. *Ibid.*, p. XXI.

3. Pour reprendre le titre de l'étude anthropologique de D. de Lame (Tervuren, M.R.A.C. Éditions, *Annales Sciences Humaines*, vol. 154, 1996).

aussi innovante soit-elle¹. Ces procès d'un style particulier, qui se déroulent sur les lieux mêmes des crimes qu'ils sanctionnent et dont les juges sont les témoins directs, voire les victimes, sont pour Dumas la porte d'entrée vers le génocide, qu'elle appréhende avec les outils de l'anthropologie historique. Ces procès rejouent le génocide, caractérisé par « l'intimité sociale, voire affective » qui unit ses acteurs.

Telle est la principale caractéristique du « génocide de proximité » rwandais : des voisins se sont entre-tués. Tel est son principal mystère : comment cette vicinalité pacifique s'est-elle retournée ? Dumas cherche la réponse à cette question dans l'histoire rwandaise, à partir de la guerre qui éclate en 1990 avec les premières offensives du Front patriotique rwandais (FPR) depuis l'Ouganda. C'est à partir de cette date que les imaginaires se construisent, transformant les Tutsi en *inyenzi*, en « cafards » qui infiltrent le territoire la nuit et qu'il faut exterminer. C'est à partir de cette date aussi que se met en place un programme d'autodéfense civile avec distribution d'armes dans les communes et militarisation de la population.

Pour autant, le méticuleux travail de terrain auquel s'est livrée l'auteur lui évite le piège de la téléologie. Si la guerre a rendu possible le génocide à partir de 1990, elle ne l'a pas rendu inévitable. L'approche anthropologique révèle « l'autonomie meurtrière des voisins », dont ne rendent compte ni les clichés de l'obéissance passive, ni ceux de la fureur désordonnée. Elle éclaire au contraire

l'irréductible responsabilité des tueurs, « petits » et « grands », dans les actes commis à l'égard de leurs voisins, de leurs neveux, de leurs coreligionnaires.

Yves Gounin

FACE À UNE DICTATURE TOMBÉE. LES LEÇONS DE L'HISTOIRE – UN MANUEL

Sven Felix Kellerhoff
Berlin, Gedenkstätte Berlin-Hohenschönhausen, 2013,
140 pages

Trois ans après la chute de Zine el-Abidine Ben Ali, le processus de démocratisation de la Tunisie est sur la bonne voie mais reste fragile. Peu après la révolution, la demande d'une clarification des crimes et délits commis par le parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), a été forte. La justice transitionnelle tunisienne n'a cependant démarré que timidement, n'étant pas considérée comme prioritaire dans cet environnement bouleversé. Parallèlement, les débats autour de la loi de lustration dirigée contre les anciens membres du RCD ainsi que de la politique d'indemnisation en faveur des anciens prisonniers politiques – dont des représentants du parti islamique Ennahda – ont été marqués par de fortes tensions émotionnelles au sein de la société et de l'élite politique tunisiennes.

Dans le cadre du partenariat pour la transformation conclue entre l'Allemagne et la Tunisie, la fondation liée au lieu de mémoire Berlin-Hohenschönhausen, ancienne maison d'arrêt centrale du Service de sécurité d'État de la République démocratique allemande (RDA), accompagne la culture de mémoire tunisienne dans le cadre du projet « Contre l'oubli ». À long terme,

1. La meilleure analyse à ce jour des tribunaux *gacaca* est l'œuvre d'un chercheur britannique à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de Londres : Ph. Clark, *The Gacaca Courts, Post-Genocide Justice and Reconciliation in Rwanda. Justice without Lawyers*, Cambridge. Cambridge University Press, 2011.

ce dernier souhaite mettre en place un lieu de mémoire, selon l'exemple de Hohenschönhausen, qui pourrait par exemple être situé dans les anciennes cellules de torture des services secrets tunisiens, au ministère de l'Intérieur. Dans le cadre du projet, le journaliste Sven Felix Kellerhoff, en charge de la rubrique histoire contemporaine au journal *Die Welt*, a élaboré un « code de bonnes pratiques » de la maîtrise du passé allemand (*Vergangenheitsbewältigung*), après 1945 et après 1989. Les cinq sous-parties de l'ouvrage (conservation des preuves, remplacement des élites, action pénale, indemnisation des victimes et sensibilisation) sont brièvement introduites par un état des lieux, puis l'auteur présente des exemples précis du modèle allemand. Dans le chapitre « Conservation des preuves », le lecteur peut par exemple s'informer sur le Berlin Document Center, en charge de l'archivage des fichiers des membres du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, NSDAP). Il peut aussi comprendre l'importance, pour l'office fédéral chargé des dossiers de la Staatssicherheit (Stasi), de la loi sur l'usage des dossiers de la police politique est-allemande. À la fin de chaque chapitre, l'auteur donne un bref aperçu de la justice transitionnelle dans d'autres pays, ouvrant ainsi un débat plus large et dépassant le cadre allemand. Le musée de Robben Island (Afrique du Sud) et la loi de lustration polonaise figurent parmi les exemples cités.

Le livre se comprend comme un manuel présentant des exemples de réussites tout en n'ignorant pas les défauts et défaillances du modèle allemand, afin que les pays en transition ne commettent pas les mêmes erreurs. Pour être accessible à un large public, la version originale a été traduite en français, anglais et arabe.

La présentation du cas allemand s'avère très utile pour les pays traversant actuellement une transition politique. La loi sur l'usage des dossiers de la Stasi suggère ainsi que l'ouverture des archives doit être encadrée juridiquement et respecter la protection des données, tout en permettant une clarification des crimes commis. À ce sujet, il convient de relever que le « Livre noir » publié par le président Moncef Marzouki en 2013 (*Le système de propagande sous l'ère de Ben Ali*), qui se fonde sur les archives abandonnées au palais présidentiel et qui révèle les noms d'une centaine de journalistes et entrepreneurs ayant collaboré avec Ben Ali, a été interdit, faute d'une loi réglementant l'ouverture des archives tunisiennes.

Nele Katharina Wissmann

WILLY BRANDT

Hélène Miard-Delacroix

Paris, Fayard, 2013, 350 pages

Rythmée par l'histoire de l'Allemagne du xx^e siècle, la vie de Willy Brandt a elle-même fortement marqué l'histoire de son pays, même s'il ne resta chancelier qu'un peu plus de quatre années. Outre la République fédérale, il a laissé une forte empreinte sur la ville-État de Berlin dont il fut maire de 1957 à 1966, mais aussi sur le Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) qu'il dirigea pendant 23 ans.

Plus d'un siècle après sa naissance, Brandt reste l'une des principales figures de l'histoire du plus ancien parti allemand. S'il contribua à transformer le SPD lors du tournant de Bad Godesberg, puis parvint à le ramener au pouvoir après plusieurs décennies

d'opposition, ses rapports avec son parti ont souvent été difficiles. L'image de Brandt est liée à la social-démocratie, à l'*Ostpolitik*, ou encore au symbole fort que constitua son agenouillement devant le mémorial du ghetto de Varsovie. Pour autant, sa trajectoire fut particulière à bien des égards. Dans cet ouvrage, Hélène Miard-Delacroix, professeur à l'université Paris-Sorbonne et spécialiste de l'histoire de l'Allemagne contemporaine, souligne remarquablement les revirements, les combats et les doutes qui ont façonné son parcours. Dissident à gauche du SPD dans sa jeunesse puis acteur d'une politique économique très au centre, résistant exilé durant la Seconde Guerre mondiale qui fut déchu de la nationalité allemande et abandonna son nom de naissance (Herbert Frahm), anticommuniste qui décida de tendre la main à l'Union soviétique et de nouer des accords avec la « partie Est » de l'Allemagne...

La lecture de cette biographie, au-delà des enseignements sur la vie d'un homme, illustre les problématiques traversant l'identité allemande et le rapport des Allemands à leur passé. Les critiques et attaques dont Brandt fut l'objet au cours de sa carrière politique (pour s'être exilé, avoir trouvé soutien et attache dans un autre État, ou pour ses penchants marxistes de jeunesse) font écho à la difficile reconstruction identitaire des Allemands après la Seconde Guerre mondiale. Brandt contribua lui-même à ce débat en rejetant l'idée d'une culpabilité collective pour lui préférer la responsabilité personnelle de chacun des Allemands et les obligations qui en découlent.

De même, l'*Ostpolitik* lancée par Brandt interpelle au moment où resurgit la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie. Les temps et les voisins ont changé, mais le débat

allemand entre partisans d'un dialogue avec le grand voisin oriental et partisans de la fermeté est toujours présent. Cette idée de « changement par le rapprochement », de sortie du *statu quo* par les échanges et la coopération, avec l'espoir lointain de parvenir ainsi à transformer l'autre, a marqué la politique étrangère allemande, et notamment la vision qu'en ont les sociaux-démocrates.

En offrant une biographie vivante de l'ancien chancelier, Miard-Delacroix raconte à la fois l'histoire d'un pays et celle d'un homme. Bien que la vie de Brandt ait été dominée par son parcours politique, l'auteur n'hésite pas à rentrer dans des détails plus personnels, et redonne à ce personnage historique toute son humanité. La sensibilité et l'émotivité de Brandt ont influencé ses choix personnels, mais aussi politiques. La mise en évidence de ces traits de caractère éclaire le personnage et ses choix, mais est aussi une invitation à relire ses mémoires et nombreux autres écrits.

Yann-Sven Rittelmeyer

ÉCONOMIE

AGAINST THE CONSENSUS. REFLECTIONS ON THE GREAT RECESSION

Justin Yifu Lin

Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 276 pages

Justin Yifu Lin, ancien économiste en chef à la Banque mondiale, signe un livre captivant qui remet en cause plusieurs piliers de l'analyse économique moderne. En analysant en profondeur

la crise économique actuelle, l'auteur parvient à trois conclusions majeures.

Premièrement, les raisons habituellement invoquées pour expliquer la récession ne sont pas assez fondées. L'auteur s'oppose à l'idée répandue selon laquelle ce sont les différentiels de balances courantes (et en particulier les surplus importants en Asie du Sud-Est) qui, *via* des achats massifs de bons du Trésor américain, ont provoqué une pression à la baisse sur les taux d'intérêt aux États-Unis, entraînant une bulle du crédit. Pour lui, la dérégulation financière des années 1980, aux États-Unis puis en Europe, a généré de larges augmentations de liquidités qui ont nourri la bulle immobilière, gonflé la consommation et entraîné de larges déficits courants et des flux de dollars vers l'étranger. Le lien de causalité serait donc en quelque sorte inversé.

Deuxièmement, les théories récentes du développement seraient inadaptées à l'évolution actuelle de l'économie mondiale. Les pays ayant véritablement décollé économiquement depuis la Seconde Guerre mondiale ont suivi une double stratégie de soutien aux exportations et de protection des industries jugées prioritaires. Un modèle de développement adapté pourrait donc reposer sur une stratégie d'avantages comparatifs renforcée par un schéma de *flying geese* (littéralement : « oies volantes »), selon lequel des pays proches copient un pays à succès.

Enfin, le système monétaire international, du fait de la place déclinante des États-Unis dans l'économie globale, doit être revu en profondeur si l'on veut garantir sa stabilité. Un système fondé sur de multiples monnaies de réserve (au lieu du seul dollar) apparaîtrait lentement. Mais une telle architecture serait par essence instable : une

faiblesse dans un pays dont la monnaie entrerait dans le système international provoquerait des mouvements de capitaux massifs.

Fort de ces analyses, l'auteur propose deux politiques audacieuses pour mettre un terme à la crise actuelle et assurer la stabilité du système monétaire international. Une grande politique d'investissement, financée en particulier par les pays développés et à destination des pays en développement où la productivité marginale est plus élevée, qui profiterait à l'ensemble de l'économie mondiale. Des banques multilatérales de développement, chargées de sélectionner les projets les plus intéressants, pourraient s'assurer de leur rentabilité et les rendre attractifs aux yeux des investisseurs privés. Ces investissements stimuleraient la croissance et les importations des pays en développement, mais rendraient également des marges de manœuvre suffisantes aux pays développés pour conduire des politiques structurelles efficaces.

Le nouveau système monétaire mondial reposerait, plus que sur plusieurs monnaies, sur une devise créée spécifiquement à cet effet (*paper gold*). Elle-même reposerait sur une institution internationale indépendante chargée de sa supervision et chaque monnaie domestique serait définie avec un taux de change fixe par rapport au *paper gold*. Cette solution permettrait d'éviter les inconvénients de l'étalon-or, le stock de monnaie n'étant pas fixe.

Against the Consensus est ainsi un livre qui va à l'encontre de nombreuses idées reçues et propose des solutions innovantes à la crise actuelle.

Claudia Hulbert

THE RISE OF THE PEOPLE'S BANK OF CHINA. THE POLITICS OF INSTITUTIONAL CHANGE

Stephen Bell et Hui Feng

Cambridge, MA, et Londres, Harvard University Press, 2013, 384 pages

Alors que de nombreux ouvrages et manifestations viennent de célébrer les 100 ans de la Federal Reserve (Fed) américaine, il manquait aux économistes et politologues un livre de référence sur la Banque centrale chinoise. C'est chose faite.

S'appuyant sur les rapports et statistiques de la Banque populaire de Chine (BPC) mais également sur de nombreuses interviews avec des hauts fonctionnaires de la BPC, de la Commission de régulation bancaire et du ministère des Finances, Stephen Bell et Hui Feng nous offrent une étude impressionnante de la Banque centrale chinoise depuis le tournant des réformes de 1978.

Les auteurs décrivent tout d'abord une institution en manque de légitimité et relativement marginalisée dans le système de planification en vigueur dans les années 1980. C'est pourtant au cours de cette décennie que la politique monétaire chinoise commence à se moderniser *via* l'introduction d'un système de prêts à court terme aux établissements de crédit et une gestion des taux d'intérêt plus flexible.

La crise politique et la poussée inflationniste de la fin des années 1980 vont conduire à un élargissement des prérogatives de la BPC. En 1994, elle supervise l'unification du régime de change jusque-là dual. L'année suivante, une loi fait de la BPC l'unique organisme chargé de la lutte contre l'inflation. Elle s'acquittera remarquablement de sa

tâche puisque la hausse des prix sera nulle en moyenne entre 1998 et 2002 puis nettement en deçà de 10 % par la suite. Dans la foulée de la crise asiatique de 1997-1998, la BPC exerce une influence majeure sur le pouvoir politique en le dissuadant de procéder à une dévaluation du yuan. Dans le même temps, la Banque centrale continue d'adopter les instruments de politique monétaire occidentaux et voit le nombre de ses hauts fonctionnaires formés dans de prestigieuses universités américaines augmenter.

Après l'admission de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, la BPC joue un rôle de plus en plus important dans la poursuite des réformes. Elle réorganise en profondeur le marché des capitaux et le secteur bancaire. Par l'intermédiaire de la Central Huijin Investment Company, elle acquiert toute une série de participations dans les grands établissements de crédit et compagnies d'assurance du pays. Enfin, elle est en première ligne lors de la réforme du régime de change de 2005 qui aboutit à une lente appréciation du yuan vis-à-vis du dollar. Cet activisme de la BPC permet à son gouverneur, Zhou Xiaochuan, d'être présenté par les médias américains comme l'une des personnalités les plus puissantes au monde.

L'ouvrage de Bell et Feng est instructif à deux titres au moins. Il montre d'une part comment une institution est parvenue, en moins de trois décennies, à devenir le rouage clé d'un système économique historiquement politisé, centralisé et hiérarchisé. Il permet d'autre part de comprendre plus aisément la façon dont la Chine a progressivement assimilé les règles capitalistes. Mais ce livre pourrait décevoir les lecteurs férus d'économie. Son approche

structuraliste empêche les auteurs d'approfondir les mesures prises par la BPC au fil des ans. De même, la question des créances douteuses détenues par les banques chinoises est éludée. C'est d'autant plus regrettable qu'il s'agit là de la principale faiblesse de la deuxième économie mondiale.

Norbert Gaillard

MASS FLOURISHING. HOW GRASSROOTS INNOVATION CREATED JOBS, CHALLENGE, AND CHANGE

Edmund S. Phelps
Princeton, NJ, Princeton University
Press, 2013, 392 pages

Les sociétés développées sont menacées par le corporatisme, un système où les distorsions de concurrence visant à protéger les entreprises *leaders* sur leur marché détournent l'individu de son envie profonde de réalisation de soi par la création et l'innovation. La thèse de l'auteur a le mérite du panache. Le livre propose un cadre analytique qui dissèque les causes de la croissance économique de longue durée et insiste sur les conditions sociales préalables nécessaires au fleurissement d'idées, de nouvelles façons de vivre et de produire. L'ambition est d'être à la hauteur de Joseph Schumpeter ou de John Kenneth Galbraith et de montrer que ces idées sont pertinentes pour expliquer l'histoire économique des États-Unis ou de l'Europe au cours des trois derniers siècles.

À revers des théories de Schumpeter, la première partie du livre s'attache à expliquer pourquoi le progrès technique s'explique avant tout par un système social d'innovation où la recherche de nouveauté est, plus que

la science, moteur de l'invention. Le premier chapitre est particulièrement à recommander, par sa maîtrise des théories de l'innovation et l'originalité de ses intuitions. Edmund Phelps identifie une phase de capitalisme pur qui coïncide avec la période séparant la Renaissance de la fin du XIX^e siècle. La deuxième partie tente de démontrer combien le corporatisme, entendu comme la mise en place délibérée de barrières à l'entrée et de freins à la concurrence entre firmes, s'accommode et se nourrit du socialisme, c'est-à-dire de la recherche par les salariés de protection sociale et de revenu garanti. L'auteur pense que cela correspond au XX^e siècle. La dernière partie étudie le déclin des économies occidentales – amorcé dans les années 1970 aux États-Unis et dans les années 1990 en Europe – et renvoie dos à dos des conservateurs avides de baisse d'impôts et des progressistes prompts à étendre les droits sociaux. Le dernier chapitre propose une discussion stimulante mais pas nécessairement originale sur le sens de la vie et son articulation avec l'économie et la redistribution.

Le livre de Phelps est à la fois un essai réussi et une démonstration peu convaincante. Les deux tiers de *Mass Flourishing* ressemblent à de la littérature économique de salon, avec ce qu'il faut de traits d'esprit, et même parfois de remarques justes. Mais cette légèreté l'éloigne trop de la clarté analytique et historique. Si l'opposition entre corporatisme et capitalisme est fructueuse, l'auteur échoue à distinguer socialisme et corporatisme et leurs dynamiques politiques et économiques propres. Il est difficile de croire à ses propositions de changements de politiques économiques et sociales – comme lorsqu'il appelle à réduire la culture de l'auto-satisfaction après avoir longuement présenté la réalisation de soi comme la

condition nécessaire à l'innovation. L'intérêt du livre est sa vision suffisamment provocatrice pour donner à penser. On regrette cependant la présence d'inepties (« Les jeunes filles font des bébés comme on a des animaux familiers, pour renforcer leur importance ») ou d'approximations, voire de faussetés historiques (« Il n'y avait pas de Constitution en Italie, et nulle part en Europe [en 1925] »). Phelps est intéressant quand il raisonne comme un économiste mais peu convaincant quand il fait l'historien ou le moraliste. À lire si l'on rêve de fréquenter un salon littéraire : l'ouvrage fournit toutes les répliques sur les causes de la stagnation des économies contemporaines.

Vincent Bignon

THE EMPIRE TRAP. THE RISE AND FALL OF US INTERVENTION TO PROTECT AMERICAN PROPERTY OVERSEAS, 1893-2013

Noel Maurer

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2013, 568 pages

STRATEGIC CAPITALISM. THE NEW ECONOMIC STRATEGY FOR WINNING THE CAPITALIST COLD WAR

Richard D'Aveni

New York, NY, McGraw-Hill, 2012, 304 pages

Ces deux titres sont à recommander aux chercheurs spécialisés dans les questions économiques et diplomatiques, ainsi qu'aux responsables d'associations patronales. Chaque ouvrage traite des interactions entre le monde des affaires américain et les milieux dirigeants de Washington, en cherchant à déterminer d'abord dans

quelle mesure la perception spontanée ou construite des menaces externes (États spoliateurs et États compétiteurs) influence la conduite de la politique étrangère et ensuite de quelles manières les États-Unis peuvent atténuer les fuites d'hégémonie et leurs retombées en cascade.

Le lecteur averti ne s'arrêtera pas à ce résumé. Par-delà les considérations de souveraineté et de prééminence, il faut avant tout s'intéresser aux grilles d'analyse mises en place par les deux auteurs, ainsi qu'aux mesures adaptatives et curatives dont ils dressent le tableau. *The Empire Trap*, ouvrage historique, cherche à déterminer comment la protection extérieure des investissements privés a pris le pas sur les considérations de haute politique dès le début du xx^e siècle, puis montre en quoi le développement des systèmes institutionnels d'arbitrage international a permis au pouvoir d'État de conserver une certaine indépendance face aux lobbies. Tout n'est pas d'égale valeur dans cette fresque. Les passages traitant des années 1898-1945 sont bien menés. Ceux consacrés à l'après-Seconde Guerre mondiale sont inégaux, voire décevants pour la période qui va des années 1980 à nos jours. Il faut cependant souligner que l'auteur a mobilisé une masse considérable de données quantitatives en les insérant dans un récit cohérent, rédigé dans une langue vivante. Ce qui n'est pas un mince tour de force.

Le bilan sera plus mitigé pour *Strategic Capitalism*. Le texte, qui porte sur la rivalité hégémonique opposant la Chine aux États-Unis, contient toutes sortes de prescriptions censées guider les dirigeants américains et relancer la compétitivité de leur système économique. Entre autres ajustements, Richard D'Aveni plaide notamment

pour une réhabilitation de l'État stratège, ainsi que pour la suppression d'instances – Organisation mondiale du commerce (OMC), Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), Organisation des Nations unies (ONU) – devenues à ses yeux des freins à la compétitivité. Le problème majeur de l'ouvrage ? Il y a ici beaucoup de « il n'y a qu'à » et de « il faut que », dans un discours à forte coloration militariste (tendance stratège de fauteuil), aux dépens du sens des nuances et du doute critique. Par ailleurs, l'ouvrage manifeste une nette tendance à minimiser la question des modes de formation et de promotion des élites politico-administratives, comme si le recul des puissances occidentales pouvait être étudié sans s'interroger sur les qualifications déclinantes de leurs technostructures dirigeantes, ni évoquer les rigueurs du système éducatif chinois et les subtilités manœuvrières du Parti communiste chinois (PCC). Dernière réserve, *Strategic Capitalism* donne par moments l'impression d'avoir été prérédigé par une petite main portée au manichéisme et aux généralités confortables, l'écriture laissant apparaître de multiples failles.

Jérôme Marchand

RELATIONS INTERNATIONALES

UN MONDE NOUVEAU EN MANQUE D'AMÉRIQUE

Simon Serfaty
Paris, Odile Jacob, 2014,
176 pages

Deux évidences circulent couramment sur l'état du monde. La première : si le xx^e siècle a été marqué par l'envol de la puissance américaine et sa victoire

par K.-O. face à l'Union soviétique, le xxi^e siècle sera celui de son inexorable déclin, d'ores et déjà annoncé par les événements du 11 septembre 2001, le fiasco irakien et le krach financier de 2008. La seconde : sur les décombres du monde bipolaire de la guerre froide et une fois refermée la parenthèse du « moment unipolaire¹ », émerge un système multipolaire dont les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) constitueront les principales puissances.

Simon Serfaty bat en brèche ces deux ponts aux ânes. Cet observateur aiguisé de la relation transatlantique, qui scrute depuis 40 ans la puissance américaine et ses manifestations, nous invite à reconsidérer le monde nouveau issu de la guerre froide et du 11 septembre.

Premier contresens : l'inexorable déclin américain. Son évocation répétée négligerait la capacité des États-Unis « de se renouveler chaque fois qu'ils semblent au bord de l'épuisement ». Ils jouissent d'une démographie dynamique (à la différence de l'Europe, de la Russie, du Japon et même de la Chine, qui vieillissent). Premier producteur mondial de gaz devant la Russie, ils s'approprient à prendre à l'Arabie Saoudite la place de premier producteur mondial de pétrole en 2017. Leur industrie a rebondi. Leur rayonnement culturel est toujours aussi intense. Il y a belle lurette que l'anglais est devenu l'espéranto du commerce mondial.

Deuxième contresens : l'émergence d'un monde multipolaire. Sans doute les BRICS enregistrent-ils depuis une dizaine d'années une impressionnante croissance qu'est à peine venu ralentir le krach de 2008. Mais les chiffres

1. Selon l'expression de Charles Krauthammer.

– relatifs – de cette croissance ne doivent pas masquer les chiffres – absolus – de leur richesse. Si l'on mesure leur puissance en prenant en compte leur population, leur territoire, leur puissance économique et militaire, les émergents « n'ont pas encore émergé », largement devancés par les États-Unis, l'Union européenne (UE), voire le Japon. Ainsi, évoquant la Chine, dont on a trop vite fait la puissance dominante du siècle à venir, Serfaty pousse la provocation jusqu'à envisager qu'elle puisse être « le prochain grand perdant pour la prochaine décennie », invoquant son ralentissement économique, sa perte d'avantage comparatif, sa pauvreté persistante (elle figure au 122^e rang seulement du classement selon le produit national brut [PNB] par habitant), sa démographie dégradée, son manque de *soft power*...

Le monde dans lequel nous vivons n'est plus unipolaire. L'auteur a la lucidité de reconnaître que la prépondérance américaine a été sérieusement entamée. Pour autant, ce monde n'est pas – pas encore – multipolaire. Il est pour l'instant « zéro-polaire », faute pour les puissances émergentes, plus intéressées par leur relation à l'Occident que par les relations qu'elles ont entre elles, de constituer un bloc : « Ce n'est pas avec un G-zéro que se formera le nouvel ordre postaméricain et postoccidental ».

Du coup, les États-Unis restent indispensables : « Le reste du monde ayant à peine démarré, il a encore besoin d'une locomotive et d'un modèle – c'est-à-dire davantage d'Occident, pas moins ». Et Serfaty de conclure son plaidoyer par un vibrant appel à Barack Obama à profiter des dernières années de son ultime mandat pour « oser ».

Yves Gounin

HUMAN TRAFFICKING AROUND THE WORLD. HIDDEN IN PLAIN SIGHT

Stephanie Hepburn et Rita J. Simon
New York, NY, Columbia University Press, 2013, 552 pages

À partir d'une enquête menée dans 24 pays, cet ouvrage décrit les politiques de lutte contre la traite des êtres humains dans une perspective critique. Il opère plusieurs déplacements par rapport à la littérature usuelle sur la traite tout en adoptant un ton dépassionné, loin des postures sensationnalistes ou misérabilistes. Le premier déplacement concerne la définition même de la traite. Alors que la plupart des travaux se limitent à la seule étude de la traite aux fins d'exploitation sexuelle, ce travail se propose d'élargir la focale en se penchant sur une autre forme d'asservissement, celle du travail forcé. De ce fait, les auteurs insistent sur la nécessité de garder une définition large de la traite, comme le préconise d'ailleurs le Protocole des Nations unies adopté à Palerme en 2000. Suivant ce Protocole, la notion de traite recouvre toute forme de marchandisation du corps humain à des fins d'exploitation. L'accent doit donc être mis sur les notions d'esclavage et d'exploitation, indépendamment des moyens utilisés. Concernant le travail forcé, le constat ici dressé est sans équivoque : non seulement cette forme de traite fait rarement l'objet de poursuites pénales, mais elle est dans la grande majorité des cas ignorée, lorsqu'elle n'est pas simplement niée. Les victimes de ce type d'exploitation sont considérées, quant à elles, comme des travailleurs illégaux, éventuellement expulsables vers leur pays d'origine.

Un autre déplacement opéré par l'ouvrage consiste à se tenir à l'écart des

débats passionnés qui opposent en général les abolitionnistes, pour qui toute forme de prostitution est synonyme d'exploitation et de violence, aux organisations qui, *a contrario*, insistent sur la nécessité de distinguer la prostitution librement choisie de la prostitution contrainte, cette dernière seule relevant de la notion de traite. Si les auteurs de l'ouvrage se gardent de donner leur avis quant au type de mesures à prendre en ce qui concerne la prostitution, leur étude éclaire l'effet néfaste de toute politique criminalisant les personnes prostituées, considérées d'abord comme des coupables à réprimer, du fait de leur statut irrégulier sur le territoire national ou parce qu'elles commettent le délit de racolage. Par ailleurs, l'ouvrage montre avec clarté le conflit qui oppose les politiques de lutte contre la traite et celles qui visent à la criminalisation de l'immigration illégale. Quel que soit le pays étudié, les personnes prostituées sans papiers sont expulsées vers leur pays d'origine, avant même que leur qualité de victime soit authentifiée par les instances chargées de leur contrôle ou de l'accompagnement social.

Si *Human Trafficking Around the World* ne propose pas de problématisation sociologique, il constitue néanmoins un ouvrage important, avant tout en raison du large spectre de pays étudiés et du constat qu'il dresse : on ne peut étudier les politiques de lutte contre la traite indépendamment de celles qui ont trait au droit du travail, à la prostitution et à l'immigration. L'ouvrage abonde d'informations utiles, qui doivent néanmoins être mises à jour à l'aide d'études empiriques bien plus fouillées et précises.

Milena Jakšić

NOUVELLES TECHNOLOGIES

À NOUS D'ÉCRIRE L'AVENIR. COMMENT LES NOUVELLES TECHNOLOGIES BOULEVERSENT LE MONDE

Eric Schmidt et Jared Cohen

Paris, Denoël, 2013, 384 pages

Le livre d'Eric Schmidt – président du conseil d'administration de Google – et Jared Cohen – directeur de Google Ideas – a fait couler beaucoup d'encre. Son critique le plus virulent, le fondateur de Wikileaks Julian Assange, l'a qualifié de « vision programmatique de l'impérialisme technocratique », accusant ces deux auteurs – affublés du sobriquet de *witch doctors* – de défendre non seulement les intérêts du capital mais aussi ceux des États-Unis. Le techno-impérialisme serait ainsi le stade suprême du capitalisme. Moins idéologique fut la critique de l'universitaire John Naughton, qui s'est quand même demandé ce que « Schmidt et Cohen avaient bien pu fumer » en écrivant certains passages.

De tels avis ne pouvaient que mettre l'eau à la bouche et la version française était donc très attendue. La déception n'en est que plus grande. Voilà typiquement le genre de livre qui aurait fait un excellent article de revue – les deux auteurs ont d'ailleurs cosigné un bon texte dans *Foreign Affairs* en 2010 – mais qui s'avère un ouvrage dilué. Quel est son propos ? Exposer la manière dont les technologies numériques bouleverseront nos vies – et le monde – dans un avenir proche.

Les chapitres traitent successivement de l'avenir de l'identité, des États, de la révolution, du terrorisme, des conflits et de la reconstruction. Les auteurs décrivent

de nouveaux modes de vie tantôt fascinants – les progrès des hologrammes conféreront bientôt une forme de réalité au don d’ubiquité –, tantôt inquiétants – nous rendons-nous bien compte que les données personnelles stockées dans le *cloud* sont *indélébiles* ? Certaines notions développées par Schmidt et Cohen – comme celles de « visa numérique », d’« asile virtuel » ou d’« indépendance virtuelle » – sont originales et stimulantes. Elles ont pour point commun de mettre en avant le pouvoir égalisateur du Web, qui offre d’importantes opportunités aux « petits » acteurs, qui peuvent grandir dans le monde virtuel avant de s’attaquer aux « puissants » du monde réel. Ce pouvoir égalisateur n’a pas que du bon : il peut jouer en faveur d’acteurs mal intentionnés comme les cybercriminels ou les terroristes.

Si *À nous d’écrire l’avenir* a le mérite d’appeler l’attention sur nombre d’opportunités et de problèmes liés à l’arrivée dans les deux prochaines décennies de cinq milliards de nouveaux internautes, plusieurs thèmes auraient mérité un traitement plus important. Tout d’abord, celui de la gouvernance mondiale du Web. Les auteurs semblent réduire cette question à celle de la balkanisation possible d’Internet, mais des tentatives de régulation existent. L’Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) aurait ainsi mérité qu’on lui consacre plus de deux lignes. On s’attendait, de plus, à ce qu’au moins un chapitre soit dédié à l’avenir des entreprises en général et de celles de la Silicon Valley en particulier. Depuis la parution de la version anglaise de ce livre, Google a été pointé du doigt dans l’affaire Snowden et mis en cause par la Commission européenne pour abus de position dominante. On ne peut qu’espérer que Schmidt et Cohen n’éluderont pas ces questions sensibles

dans une prochaine édition. Enfin, un ouvrage aussi ambitieux qu’*À nous d’écrire l’avenir* aurait pu traiter du futur du rapport entre l’homme et la nature. On peut par exemple se demander quel sera l’impact écologique de la connectivité généralisée alors qu’une étude a récemment montré qu’un *smartphone* consomme, en moyenne, davantage d’électricité qu’un réfrigérateur.

Marc Hecker

AMÉRIQUE

HISTOIRE SECRÈTE DE LA CRISE IRAKIENNE. LA FRANCE, LES ÉTATS-UNIS ET L’IRAK, 1991-2003

Frédéric Bozo

Paris, Perrin, 2013, 416 pages

Cet ouvrage présente une analyse fouillée de l’affrontement entre la France et les États-Unis sur la crise irakienne, jusqu’au paroxysme du discours de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité des Nations unies, qui donna lieu à un *French bashing* largement manipulé par l’administration Bush.

D’emblée, l’auteur indique essayer de répondre aux multiples interrogations sur les causes d’une intervention des États-Unis en Irak qui conduira à un des plus grands fiascos de la politique étrangère américaine de l’après-guerre, « une erreur – ou une faute – stratégique aux proportions monumentales » pour reprendre ses termes.

Très vite après le 11 septembre apparaît l’idée d’une attaque contre l’Irak, alors qu’aucun élément sérieux n’existe sur l’implication de Saddam Hussein dans cette tragédie. L’influence des

néoconservateurs, notamment de Paul Wolfowitz, qui pousse le président dans cette voie dès 2001, a joué un rôle décisif. La stratégie définie par l'administration Bush de « guerre contre le terrorisme » établit un lien entre l'acquisition d'armes de destruction massive et le terrorisme, conduisant à une véritable manipulation des faits. Le climat émotionnel qui suit le 11 septembre explique qu'une intervention en Irak apparaisse très vite comme inéluctable : « la culpabilité, la colère, la peur » animent les décideurs américains et l'opinion américaine craint un nouvel attentat d'envergure.

Il semble donc, malgré les dénégations du président George W. Bush, que la décision ait été prise dès l'automne 2001 et que les préparatifs aient commencé dès début 2002. Le discours du 1^{er} juin 2002 à West Point, où l'Irak est implicitement désigné comme une menace, sonne comme une déclaration de guerre : « Nous devons porter le combat chez l'ennemi, perturber ses projets et affronter les pires menaces avant qu'elles n'émergent... La seule voie de la sécurité est celle de l'action. Et notre pays va agir. »

Les avertissements français, qui interviennent très tôt, se fondent sur la conviction qu'une telle guerre ne peut être que désastreuse. Dès sa rencontre du 18 septembre 2001 avec le président Bush, Jacques Chirac s'inquiète d'un choc des civilisations. Lors d'une nouvelle rencontre en mai 2002, il est très clair et met en garde explicitement contre une éventuelle intervention. Les relations bilatérales se dégradent, la marche vers l'abîme devenant plus évidente. Mais au-delà du cas irakien, ce sont deux conceptions des relations internationales qui se font face : du côté français, on condamne toute action sans aval du Conseil de sécurité.

L'ouvrage montre comment la relation tourne à l'affrontement, le discours de De Villepin étant, par son retentissement, un des éléments (mais pas le seul) qui déclenchent la fureur de l'administration américaine. En épilogue, l'auteur rappelle les étapes d'une réconciliation réalisée avant même la fin du mandat du président Chirac et amplifiée par ses successeurs.

Nourrie, notamment du côté français, par une documentation puisée aux meilleures sources, l'étude de Frédéric Bozo peut être considérée comme l'ouvrage de référence sur un des affrontements les plus violents des États-Unis et de la France, même si, paradoxalement, ce dernier débouche sur une concertation étroite et amicale, voire, malgré quelques crispations passagères, sur une lune de miel confirmée par le président François Hollande.

Denis Bauchard

ASIE

TRANSFORMING INDIA. CHALLENGES TO THE WORLD'S LARGEST DEMOCRACY

Sumantra Bose

Cambridge, MA, Harvard University Press, 2013, 352 pages

La première qualité de l'ouvrage de Sumantra Bose est d'éclairer une actualité indienne encore dominée par les seizièmes élections générales du printemps 2014. On s'intéresse en effet ici à la régionalisation grandissante du système politique indien, une tendance de fond qui a toujours été à l'œuvre dans le pays, mais qui s'est fortement accentuée depuis les années 1990. Comme le note l'auteur, cette régionalisation complique,

fragmente et diversifie une scène politique jadis dominée par le seul parti du Congrès national indien. Elle conduit en effet à « l'émergence d'une pléthore de partis politiques représentant des identités et des intérêts communautaires particuliers, chacun [de ces partis] étant basé dans un seul État de l'Union indienne ». À un niveau plus structurel, elle change la nature même du système politique, soumis à une « fédéralisation par le bas », en faisant advenir une démocratie de plus en plus « décentralisée ». Dans un tel contexte, l'auteur se montre sceptique sur l'avenir du Congrès, qui reste trop centralisé et trop dépendant de la dynastie Nehru-Gandhi. Le Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), en revanche, lui semble mieux à même de s'adapter à ces mutations profondes, comme le montre l'exemple de Narendra Modi qui, avant de se hisser sur la scène politique nationale, a longtemps œuvré au niveau strictement régional comme chef de gouvernement du Gujarat.

Le thème de la régionalisation du système politique indien fait désormais l'objet de nombreuses études. Cet ouvrage présente néanmoins l'intérêt d'aborder cette question complexe de façon globale et originale. Globale, car ses deux premiers chapitres retracent finement la trajectoire historique de la démocratie indienne depuis l'indépendance, en rappelant que les neuvièmes élections générales de 1989 ont constitué un point de bascule à partir duquel le phénomène de régionalisation est allé en s'accroissant. Originale, car les trois chapitres suivants se consacrent à des analyses plus ciblées : d'abord sur les dynamiques de mobilisation au Bengale occidental, un État qui fut parmi les premiers à connaître une régionalisation de sa scène politique, puis sur deux des grands problèmes de sécurité qui continuent de miner la stabilité de la démocratie indienne :

la rébellion maoïste et le problème du Cachemire.

Au long des cinq chapitres, l'auteur met continûment l'accent sur la compréhension des « changements par le bas », c'est-à-dire sur l'analyse des mobilisations des masses indiennes, y compris et surtout des plus déshéritées d'entre elles. Le propos s'en trouve d'autant plus riche, vivant et instructif. À ce titre, les chapitres sur le Bengale occidental et sur la rébellion maoïste sont particulièrement intéressants. Ils exposent sans concession la brutalité des rapports de domination liés au système des castes et la culture de la violence politique qui sévit en Inde. Ainsi, qu'elles s'opèrent par les urnes (au Bengale occidental) ou par les armes (avec les maoïstes), la mobilisation et l'émancipation de certains groupes sociaux parmi les plus fragiles conduisent en pratique à des confrontations d'une immense violence avec les pouvoirs dominants en place.

Transforming India est en somme un ouvrage clair, précis et détaillé. Sa lecture est particulièrement recommandée à tous ceux qui cherchent à comprendre les transformations profondes à l'œuvre dans une démocratie qui compte aujourd'hui 1,2 milliard d'habitants.

Isabelle Saint-Mézard

MAGNIFICENT DELUSIONS. PAKISTAN, THE UNITED STATES, AND AN EPIC HISTORY OF MISUNDERSTANDING

Husain Haqqani

New York, NY, Public Affairs, 2013, 416 pages

Husain Haqqani publie un ouvrage consacré aux relations entre le Pakistan

et les États-Unis. Successivement conseiller spécial de Nawaz Sharif lors de ses deux premiers mandats de Premier ministre, porte-parole de Benazir Bhutto, ambassadeur du Pakistan aux États-Unis, conseiller proche du président Asif Ali Zardari, Haqqani vit aujourd'hui aux États-Unis, sous le coup d'une accusation de trahison lancée par l'armée pakistanaise et validée par la Cour suprême – mais non jugée –, à la suite d'une mystérieuse affaire (Memogate), dont l'objectif était sans doute de contraindre Zardari à la démission.

Ce dernier ouvrage ne le réconciliera pas avec ses deux bêtes noires, l'armée et la mouvance religieuse. Dans l'examen critique des politiques des deux États, c'est le Pakistan qui apparaît sous le plus mauvais jour. Naïveté, ignorance et complaisance sont les principaux reproches adressés aux États-Unis. Duplicité, paranoïa anti-indienne et mégalomanie islamiste, ceux dirigés contre le Pakistan. L'auteur analyse précisément la première période de l'histoire du pays, de Muhammad Ali Jinnah à la guerre indo-pakistanaise de 1965. Dès l'origine, la surévaluation de l'importance du Pakistan et le malentendu sur les objectifs de l'alliance américano-pakistanaise sont en germe. Sur le premier point, Haqqani rappelle qu'Ali Jinnah lui-même croyait que le Pakistan serait le « pivot du monde » et que les États-Unis auraient plus besoin du Pakistan que le contraire. Sur le second point, l'auteur raconte comment le maréchal Muhammad Ayoub Khan, au pouvoir de 1958 à 1969, réussit à convaincre les Américains de la gravité de la menace que l'Union soviétique était censée faire peser sur le Pakistan et du rôle essentiel d'Islamabad pour contrecarrer la

« course vers les mers chaudes » de la diplomatie soviétique. En réalité, son seul objectif était d'obtenir, si possible gratuitement, les armes qui lui permettraient au moins de maintenir une parité stratégique avec l'Inde. Pendant l'âge d'or des relations avec Washington, entre 1958 et 1965, il obtint cet arsenal. Tout comme lui, ses successeurs jusqu'au départ du général Pervez Musharraf en 2008 n'ont conçu la relation avec les États-Unis que comme un moyen de renforcer leur pays contre la supposée menace indienne. L'auteur souligne une troisième composante de cette relation : la montée de l'antiaméricanisme dans la population, suscitée par l'armée elle-même afin qu'elle apparaisse comme le seul rempart contre le risque de dérive islamiste du pays. Ces trois traits se retrouvent dans les trois autres périodes fondamentales de la relation États-Unis/Pakistan : l'action conjointe des États-Unis et du Pakistan en Afghanistan (1978-1988), la crise résultant du programme nucléaire militaire du Pakistan (1989-1998) et la « guerre contre la terreur » (de 2001 à aujourd'hui).

Les Pakistanais ont obtenu beaucoup de fonds et beaucoup d'armes des États-Unis, ce qui n'a pas empêché le pays de connaître un déclin inexorable. Quant aux Américains, après avoir dépensé tant d'argent et d'efforts diplomatiques, ils sont haïs au Pakistan, où une part importante de la population ne rêve que de prendre la tête d'une grande campagne anti-occidentale. C'est donc une relation perdant-perdant qui est très bien décrite dans l'ouvrage d'Haqqani.

Olivier Louis

EUROPE

TURBULENT AND MIGHTY CONTINENT. WHAT FUTURE FOR EUROPE?

Anthony Giddens

Cambridge, Polity, 2013, 224 pages

Anthony Giddens est un auteur prolifique, mais il a finalement assez peu écrit sur l'Europe. On retrouve toutefois ici certains concepts développés auparavant, notamment celui du « modèle social européen », central dans *Europe in the Global Age* (2007). L'objectif du présent ouvrage est clair : la crise de confiance que traverse l'Union européenne (UE) est profonde, mais il n'est pas trop tard pour la résorber. À cette fin, Giddens ne voit d'autre solution que d'approfondir l'intégration de la zone euro, car « une solution fédérale, même minimaliste, n'est pas simplement de nouveau à l'ordre du jour, c'est une exigence ».

Tout d'abord, la foi des citoyens envers le projet européen s'amenuise. Ce phénomène s'est accéléré ces dernières années avec une intégration effrénée, qui a créé plus de désespoir que d'espérance. Ensuite, l'auteur relève l'émergence négative de deux Europe, EU1 et EU2. EU1 représente l'Europe communautaire, autrement dit les institutions européennes, que l'auteur appelle l'« Europe de papier », et dont l'influence a chuté au détriment d'EU2, l'Europe intergouvernementale dominée *de facto* par l'Allemagne et dans laquelle les décisions se prennent de manière confidentielle.

La troisième raison qui pousse à l'intégration est que la souveraineté n'a de valeur que si elle peut être défendue. Pour peser face aux États-Unis et à la

Chine, les États européens doivent mutualiser davantage leur souveraineté, ce que Giddens appelle la « souveraineté + ». Toutefois, l'auteur admet que cette voie fédérale doit reposer sur un pacte : des réformes structurelles profondes dans tous les États membres et la mise en œuvre d'un mécanisme de mutualisation des dettes. Un autre paramètre s'imposerait alors, puisque cette voie, où la zone euro serait utilisée, ne laisserait que peu de place à l'intégration différenciée.

Dans ce cadre d'analyse, l'auteur traite d'un grand nombre de sujets : le réchauffement global, l'énergie, l'immigration, l'économie numérique, la diplomatie... Ses prises de position sont tranchées. Du point de vue institutionnel par exemple, le Parlement européen devrait obtenir plus de pouvoirs, le Conseil européen être transformé en Sénat et la Commission ressembler davantage à une administration, « moins intéressée par le fait de proposer des politiques que de les actualiser ». Au niveau économique et social, il affine son concept de modèle social européen, prônant la fin de l'État-providence en faveur de l'« État de l'investissement social ». Ce dernier pousserait les individus à réussir plutôt que de s'occuper d'eux quand les temps sont durs ; cela suppose l'existence de droits, mais aussi d'obligations pour les citoyens, afin notamment d'empêcher tout abus du système.

Turbulent and Mighty Continent regorge d'idées, mais son auteur est-il convaincant ? Les citoyens européens sont quasiment absents de ses réflexions, alors même qu'il considère, à juste titre, qu'il existe une déconnexion entre eux et l'Europe. En outre, il adopte un prisme souvent présent dans les ouvrages profédéralistes, celui du tout ou rien, d'autant qu'il expose ses arguments comme

une évidence incontournable en dépit d'obstacles politiques très forts. Mais à défaut d'aborder le sujet avec le regard agnostique qui manque à la littérature sur l'Europe, cet ouvrage offre un cadre de pensée cohérent et stimulant.

Vivien Pertusot

NON À L'EUROPE ALLEMANDE. VERS UN PRINTEMPS EUROPÉEN ?

Ulrich Beck
Paris, Éditions Autrement, 2013,
176 pages

L'universitaire Ulrich Beck semble briser un tabou avec son nouveau livre, qui critique une « Europe devenue allemande ». Sa cible favorite est Angela Merkel, chancelière fédérale réélue au moment de la publication du livre. Liant la théorie du pouvoir de Nicolas Machiavel à sa propre théorie de la société mondiale du risque, il dénonce le « merkiavélisme » dont la légitimité d'action est fondée sur l'urgence d'agir face au risque. La théorie de la « société du risque » avancée par l'auteur est celle d'une modernité échappant à tout contrôle. Il l'applique ici à la crise européenne et à celle de l'euro. Faute d'une gouvernance efficace au niveau européen, les gouvernements capitulent devant la crise et participent à l'avènement de cette Europe allemande « nationalisée ». Assurée de la puissance économique de son pays, Merkel a saisi l'occasion d'asseoir son pouvoir. Combiner souverainisme et construction de l'Europe, l'art de la tergiversation comme stratégie disciplinaire, le primat de l'éligibilité nationale et la culture allemande de stabilité – voilà les quatre composantes du merkiavélisme. Sociologue, Beck propose de renforcer la « société

européenne des individus » et de surmonter le souverainisme à l'aide d'un contrat social européen à la Jean-Jacques Rousseau. Ses constats de crise sont connus mais justifiés. Il campe pourtant sur les positions dépassées de la génération de mai 1968, née pendant la guerre (1944 pour Beck, 1945 pour Daniel Cohn-Bendit) et – de gauche ou de droite – habituée à générer de la dette au profit d'États et de technocrates toujours plus présents.

Certes, Beck souligne à juste titre « la faute originelle et fondamentale » de l'euro : l'union politique et économique qui pourrait coordonner efficacement les économies des États européens n'existe pas. Et la politique de rigueur à l'allemande appliquée à tous pourrait entraîner les pays européens endettés dans un cercle vicieux. Il met justement en avant le clivage entre, d'une part, les institutions européennes et, de l'autre, les citoyens et la jeunesse refusant l'intervention de Bruxelles. Mais des propos banals, voire douteux, sont avancés sur un ton pédagogue et scientifique. Pour l'auteur, ce n'est pas la dette qui est la raison profonde de la crise actuelle, mais la solidarité européenne. Il croit en la puissance hégémonique de l'Allemagne et au « miracle allemand » en matière d'emploi, et oublie que l'Europe entière croule sous une dette gigantesque et non remboursable laissée par la génération de Beck à la postérité, qui amènera l'Europe comme l'Union européenne (UE) à un déclin inévitable sur la scène mondiale. Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois – comme l'Allemagne, qui fut, avec Gerhard Schröder, l'une des premières nations à ne pas respecter le Pacte européen de stabilité. Incompréhensibles sont les propos stéréotypés sur « le néolibéralisme très brutal » du pacte budgétaire européen ; sur le nationalisme allemand enraciné

dans l'universalisme allemand, ainsi que sur l'éthique évangélique protestante de Martin Luther qui justifierait la politique de rigueur actuelle. Le dernier chapitre constitue le comble des vieux slogans creux et ambigus de la gauche européenne : Beck défend l'idée d'une nouvelle ère sociale-démocrate et transnationale, d'une utopie réaliste de la sécurité sociale, d'une conscience sociale et écologique, d'une campagne d'alphabétisation interculturelle à l'échelle de l'Europe, comme de la création d'une année de volontariat civil européen pour tous. Tout cela se finance naturellement par plus d'impôts au profit de l'UE : taxes bancaires, taxes sur les transactions financières et sur les bénéfices des entreprises.

Katrin Rücker

RUSSIA IN SPACE. THE PAST EXPLAINED, THE FUTURE EXPLORED

Anatoly Zak

Burlington, Ont., Apogee Prime,
2013, 316 pages

Anatoly Zak est l'auteur du site *RussianSpaceWeb.com*, sans doute la meilleure source d'information en langue anglaise sur l'effort spatial russe depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui.

Même si Zak n'hésite pas ici à opérer certains retours historiques particulièrement bienvenus – notamment lorsqu'il s'intéresse à l'exploration au-delà de l'orbite basse –, l'ouvrage met avant tout l'accent sur le programme spatial postsoviétique. Le propos est clairement marqué par la rupture profonde qu'a constituée l'éclatement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et la manière dont

la Russie, reprenant *de facto* l'essentiel de son héritage, a tenté d'exploiter ce potentiel pour assurer sa survie, tout en n'incluant que tardivement – après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine – l'espace à ses projets politiques. Aussi le spatial russe est-il présenté de manière assez classique à travers l'image du phœnix renaissant de ses cendres (chapitre III) après être passé par un cycle de mort (chapitre I) et de renaissance (chapitre II).

Ce renouveau n'est observé que de manière partielle et somme toute ambivalente, sous l'angle exclusif des programmes de vols habités, comprenant principalement la participation russe à la Station spatiale internationale (ISS), les développements, avortés et en cours, du lanceur *Soyouz* en service depuis 50 ans, ainsi que du véhicule spatial habité du même nom, sans oublier les différents projets et *roadmaps* centrés sur d'éventuelles missions lunaires (chapitre V) ou martiennes (chapitre VI). Ainsi, rien n'est dit des programmes d'applications civiles ou militaires qui constituent aujourd'hui la majorité des activités spatiales dans le monde. Et de fait, le livre dresse le portrait paradoxal d'un programme national dont le dynamisme soi-disant retrouvé se mesurerait au nombre, non des réalisations concrètes, mais des concepts de vaisseaux et de lanceurs spatiaux entrant en concurrence les uns avec les autres pour trouver et préserver, au fil des années et des changements d'orientation politique, un financement et un appui de la part de l'État.

Il est vrai que ce genre d'informations est précieux, tant elles sont rares et difficiles d'accès dans un pays qui cultive volontiers le secret sous le prétexte de la défense de l'intérêt national, au détriment de la transparence des politiques publiques. Il faut en effet beaucoup de

talent et de pugnacité pour recouper les sources, alors que même un expert reconnu comme Zak doit faire face aux rebuffades de représentants officiels de l'agence spatiale russe qui, loin de s'en tenir au simple refus de coopérer, vont jusqu'à l'accuser de travailler pour la Central Intelligence Agency (CIA)... Reste qu'il est dommage que cette étude passionnante ne laisse pas davantage de place aux motivations supposées justifier de tels efforts et à la manière dont elles s'intègrent dans un paysage international caractérisé – au moins pour les nations spatiales les plus avancées à l'image des États-Unis et de l'Europe – par un sentiment de crise de l'espace habité. Une lacune d'autant plus criante qu'un début d'esquisse est perceptible (chapitre IV) et que l'auteur rappelle en maints endroits comme la Russie est influencée par les doutes et les revirements de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) américaine.

Guilhem Penent

MOYEN-ORIENT

LES FRANÇAIS JIHADISTES

David Thomson

Paris, Les Arènes, 2014, 256 pages

David Thomson, journaliste à Radio France Internationale (RFI), est un spécialiste de la mouvance djihadiste. En 2012-2013, il a réalisé le documentaire « Tunisie : la tentation du djihad », se concentrant sur le groupe Ansar al-Charia, dirigé par un ancien lieutenant de Ben Laden, Abu Iyadh, libéré des geôles tunisiennes lors du renversement de Ben Ali. Ce groupe s'est notamment distingué en septembre 2012 par

une spectaculaire attaque de l'ambassade américaine à Tunis, au cours de laquelle des centaines d'individus ont pris d'assaut la chancellerie, brûlant des dizaines de véhicules, volant des ordinateurs et remplaçant la bannière étoilée par l'étendard noir du djihad. Parmi les assaillants se trouvaient des Français, dont certains combattent aujourd'hui en Syrie.

La Syrie – *Sham*, pour les djihadistes – est au cœur de l'ouvrage de Thomson. D'après les chiffres communiqués par les autorités françaises, environ 700 Français sont partis dans ce pays. Beaucoup d'entre eux ont rejoint les rangs des organisations sunnites les plus radicales comme Jabhat al-Nosra ou l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL). Si le phénomène des filières djihadistes n'est pas nouveau – on avait auparavant connu l'Afghanistan, la Bosnie, la Tchétchénie, l'Irak et le Mali –, la Syrie a suscité plus de vocations djihadistes parmi la jeunesse occidentale qu'aucun autre conflit.

L'auteur de ce livre a été en contact avec une cinquantaine de djihadistes dont 18 lui ont présenté longuement leur parcours et leurs motivations. La diversité des profils est frappante : certains viennent de familles musulmanes, d'autres se sont convertis quelques mois seulement avant de partir en Syrie ; certains avaient un environnement familial instable et n'ont plus de contact avec leurs parents, d'autres ont grandi au sein de familles stables et continuent à appeler régulièrement leur mère ; certains sont célibataires, d'autres mariés et ont des enfants ; certains ont abandonné un emploi bien rémunéré en France, d'autres étaient au chômage et ont sombré dans la délinquance. Ils ont cependant tous un point commun : ils sont de grands utilisateurs

d'Internet et le Web a servi de vecteur à leur radicalisation. Les forums spécialisés comme Ansar al-Haqq ou certaines pages Facebook – à l'instar de « Wake Up Oumma » – constituent en effet de véritables encyclopédies du djihad, accessibles aux personnes ne maîtrisant pas l'arabe.

Les motivations et intentions des djihadistes sont variées. L'objectif de la restauration du califat et de l'application de la charia revient régulièrement dans la bouche des interviewés. Leur attitude vis-à-vis de la France est toutefois loin d'être unanime. S'ils considèrent tous ce pays comme une terre de mécréance (*kufir*), ils ne s'accordent pas sur la nécessité de l'attaquer. Certains expliquent qu'ils ne comptent pas revenir dans leur pays d'origine et qu'y commettre des attentats contre des civils serait contraire aux commandements divins. D'autres ne cachent pas leur admiration pour Mohamed Merah et annoncent leur intention de l'imiter. Au début de l'année 2014, 70 djihadistes étaient rentrés de Syrie en France et plusieurs procès sont actuellement en cours. Ce chiffre est amené à croître dans les prochains mois. Espérons que parmi ces jeunes aguerris, les thuriféraires de Merah ne parviennent pas à passer à travers les mailles du filet de la police et de la justice.

Marc Hecker

ASHES OF HAMA: THE MUSLIM BROTHERHOOD IN SYRIA

Raphaël Lefèvre

Londres, Hurst, 2013, 288 pages

Alors que les Frères musulmans constituent l'un des acteurs incontournables de la révolution syrienne, un éclairage sur la généalogie du mouvement

s'avère précieux. Raphaël Lefèvre commence par souligner, contrairement aux raccourcis médiatiques, que les Frères syriens ne sont pas un simple satellite de la maison mère égyptienne. L'éclosion du mouvement en 1945, avec son *leader* Moustapha al-Sibai, doit être comprise dans le contexte sociopolitique propre à la Syrie : les rivalités communautaires entre sunnites et alaouites qui se juxtaposent à une rivalité entre bourgeoisies urbaines d'Alep, de Homs, de Damas d'un côté et les populations rurales de l'autre. Les Frères se sont ainsi développés au sein du premier groupe tandis que la campagne syrienne fut séduite par le Baas et sa doctrine panarabe socialiste.

L'auteur montre bien dans les chapitres suivants la radicalisation des Frères, expliquant les choix tactiques qui y conduisent. Après avoir joué le jeu parlementaire dans la brève période démocratique de la Syrie, le mouvement devient la première force d'opposition aux régimes militaires qui se succèdent. L'arrivée d'Hafez al-Assad au pouvoir exacerbe la fracture communautaire, le Baas s'appuyant sur les alaouites des campagnes contre les élites sunnites proches des idées de la Confrérie. Le passage à l'insurrection à la fin des années 1970 est toutefois le résultat de dissensions dans le mouvement, la branche de Hama préconisant la radicalisation contre celle de Damas. S'ajoute l'émergence d'une organisation djihadiste, l'Avant-Garde combattante, qui se lance dans la lutte armée. Si l'Avant-Garde n'appartient pas à la Confrérie, elle y recrute, ce qui conduit Assad à peindre celle-ci et les Frères comme parties d'une même organisation. S'ensuit la terrible répression qui frappe Hama en 1982.

Depuis lors, quand les *leaders* n'ont pas été emprisonnés, ils ont été condamnés

à l'exil. Mais ce qui menace progressivement l'existence du mouvement est la nouvelle tactique d'ouverture mise en place à Damas par Hafez puis Bachar al-Assad. S'appuyant sur une partie du clergé sunnite et des Frères repentis, le pouvoir baasiste entend détruire l'assise sociale du mouvement. S'ajoute en 2006 une alliance hasardeuse des Frères en exil avec l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam qui nuit fortement à l'image de l'organisation.

La partie la plus intéressante de l'ouvrage est la lecture de la révolution syrienne en cours à l'aune de l'histoire des Frères. Lefèvre rappelle quelques données importantes. Les Frères ne constituent aujourd'hui que par défaut la force politique la plus importante dans la nébuleuse de l'opposition syrienne. Cette situation est plus le résultat de l'extrême fragmentation de la coalition syrienne que d'une forte cohésion autour de la Confrérie. Condamnés à l'exil durant trois décennies, les Frères ont perdu leurs attaches avec la société syrienne. En outre, cette dernière a changé : le clivage bourgeoisie sunnite contre paysannerie alaouite a laissé place à l'émergence d'une vaste classe moyenne. La révolution n'a pas commencé dans les bastions de la Confrérie (Hama, Alep) mais dans des villages tels que Deraa. Enfin, l'auteur souligne le choc générationnel entre leaders vieillissants d'un mouvement en exil et jeunes rebelles qui ne se tournent plus vers la Confrérie.

L'ouvrage de Lefèvre permet de réévaluer l'influence conférée aux Frères dans la révolution et pose la question du rôle de l'organisation dans une Syrie post-Assad. Au vu des rivalités internes à l'opposition mais aussi de la difficulté de la Confrérie à se réimplanter dans le pays, ce rôle semble pour le moins incertain.

Jean-Loup Samaan

WHATEVER HAPPENED TO THE ISLAMISTS? SALAFIS, HEAVY METAL MUSLIMS AND THE LURE OF CONSUMERIST ISLAM

Sous la direction d'Amel Boubekeur
et Olivier Roy

Londres, Hurst, 2012, 256 pages

Qu'est-il arrivé aux islamistes ? À l'heure où des mouvements se réclamant d'une lecture activiste, politisée et englobante du corpus islamique sont confrontés au pouvoir, le parti pris des auteurs est de prendre du recul par rapport aux définitions essentialisant le fait islamiste. Loin de la description du phénomène en termes totalitaires et immuables, la méthode consiste ici à éclairer, à partir de cas nationaux précis, les conditions qui ont autorisé une reformulation des thèses islamistes dans des espaces sociaux ayant largement influé sur le contenu de l'offre islamiste, plutôt que l'inverse.

Olivier Roy et Amel Boubekeur incarnent deux générations de brillants connaisseurs du fait islamique contemporain, et leur approche commune illustre la richesse de l'expertise française et sa constance. En s'intéressant aux « angles morts » de la recherche académique sur l'islamisme contemporain, en délaissant les discours et programmes idéologiques des dirigeants les plus connus, ils renversent la logique de l'analyse. Comment les évolutions sociales reformatent-elles les narratifs, les facteurs de légitimité et les positionnements des acteurs de l'islam politique ? La thèse centrale de l'ouvrage va, du reste, dans le sens d'une évolution importante de l'héritage islamiste, là où les tenants de cette offre idéologique ont choisi d'intégrer le jeu politique, acceptant de renoncer à leur ambition d'incarner exclusivement les aspirations populaires.

Il faut donc passer de la théorie politique à l'ethnographie, de l'analyse idéologique à la sociologie de terrain, d'un positionnement philosophique sur la nature de l'islamisme à une pratique empirique de la recherche. On voit ainsi qu'à la faveur de transformations démographiques, technologiques, économiques et symboliques, un nouveau paysage de l'islam militant s'est fait jour en Malaisie, en Turquie, en Afrique de l'Ouest ou en Europe. En déconstruisant les aspects orientalistes du discours sur l'islamisme depuis plusieurs décennies, les auteurs développent, à partir de configurations nationales, des raisonnements connus mais qui gagnent à être formulés à nouveau et convergent vers l'identification d'un phénomène postislamiste.

Si ce dernier a fait l'objet de nombreux débats à la faveur des victoires islamistes intervenues dans le sillage des soulèvements arabes, les auteurs précisent que l'islam politique n'a pas disparu, pas plus que sa capacité de mobilisation. Mais les ressorts de cette dernière ne tiennent plus seulement à l'idéologie, mais aussi à la capacité de proposer une éthique économique, une conception de la réussite individuelle, voire de l'épanouissement psychologique, en des termes islamiques. La dimension programmatique du discours islamiste a été revue à la baisse au profit d'un déploiement de la référence religieuse dans les sphères non strictement politiques. L'entrepreneur, l'artiste, le citoyen, le moraliste musulman ont remplacé le militant dévoué à la cause ou le théoricien de la prise du pouvoir. L'idéologie est devenue une morale d'engagement dans la société. L'islamisme est désormais éthique d'action, cette évolution symbolisant paradoxalement la victoire sociale de ce courant mais également son incapacité à susciter une

adhésion de masse, prélude à l'avènement d'un État islamique.

Mohamed-Ali Adraoui

CHIISME ET ÉTAT. LES CLERCS À L'ÉPREUVE DE LA MODERNITÉ

Constance Arminjon Hachem
Paris, CNRS Éditions, 2013,
542 pages

À partir d'une étude des relations entre chiisme et État en Iran, en Irak et au Liban et de sources très variées, l'auteur construit sa réflexion autour de la question du dédoublement de la fonction et de l'institution religieuses avant et après l'émergence d'une théocratie islamique en Iran (1979).

Dans un premier chapitre historique, l'auteur remarque que ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle et de l'arrivée au pouvoir de la dynastie safavide que se pose la question de la légitimité religieuse d'un gouvernement adoptant pour religion officielle le chiisme duodécimain. C'est pendant cette période que les fonctions religieuses des imams « infallibles » ont été dévolues aux ulémas. En revanche, l'auteur relève que pendant la période qâdjâre (1796-1925), et contrairement à la période safavide (1501-1736), les plus hautes autorités religieuses se trouvent en dehors de l'administration étatique. La partie concernant le passage du chiisme duodécimain d'une tradition politico-religieuse à une idéologie révolutionnaire est particulièrement intéressante. En effet, après la disparition de l'autorité suprême et incontestée de l'ayatollah Bouroujerdi (1961), certains ulémas définissent l'islam comme un mode de vie total permettant de sortir de l'aliénation et de la décadence morale engendrées par l'occidentalisation.

L'auteur envisage ensuite les effets de l'étatisation de la *marja'iyya*, qui existe depuis la fin du XIX^e siècle comme autorité religieuse transnationale. Elle est caractérisée par son pluralisme et son autonomie par rapport à l'État reposant sur l'autonomie financière des clercs. L'auteur étudie de manière approfondie le point de vue de plusieurs clercs sur la notion de gouvernement islamique (Fadlallah, Montazeri, Shariatmadari, al-Sadr, Mughniyya, Shams al-Din notamment). Cet essor des théories de l'État montre l'effet paradoxal qu'a eu l'émergence d'un État théocratique, dirigé par une source d'imitation (*marja's*), pendant la première décennie de la République islamique (1979-1989). L'auteur constate ainsi la persistance du dédoublement de l'autorité religieuse, et cela en dépit de l'affaiblissement du clergé transnational à la suite de la Révolution islamique. La révision constitutionnelle de 1989 a eu pour conséquence la politisation de la fonction de Guide suprême avec la dissociation de la tutelle, devenue absolue, du juriste-théologien (*velayat-e faqih*), par rapport à l'institution de la *marja'iyya*.

Enfin, le chapitre consacré à la personnalisation de l'autorité religieuse dans le chiisme est novateur. L'étude détaillée des sites Internet de plusieurs grands ayatollahs permet de mieux comprendre la relation entre le croyant et sa source d'imitation. L'auteur propose aussi une catégorisation des sources d'imitation, distinguant, par exemple, le *marja* « classique » de celui enclin à la mystique et à la philosophie. *In fine*, la question décisive pour l'avenir du chiisme duodécimain est posée à travers la présentation des voix cléricales et intellectuelles, qui émergent à partir des années 1990 en critiquant les fondements théologiques de la République islamique.

Il s'agit là d'un ouvrage d'histoire religieuse appelé à devenir une référence pour les étudiants travaillant sur les mondes chiites.

Clément Therme

LA FORMATION DE LA NATION KURDE EN TURQUIE

Özcan Yilmaz

Préface de Miroslav Hroch

Paris, PUF, 2013, 272 pages

S'il existe aujourd'hui une littérature abondante sur la nation kurde, l'ouvrage d'Özcan Yilmaz apporte un éclairage original sur le long processus de formation de la conscience nationale de ce « peuple sans État ». Récompensé par le prix Pierre du Bois 2012 pour la meilleure thèse en histoire et politique internationale de l'Institut de Genève, ce livre est le résultat d'un travail de longue haleine. En s'inspirant de la théorie de la « formation des petites nations » de Miroslav Hroch, qui étudie les différentes phases au cours desquelles un mouvement national permet de transformer un « groupe ethnique non dominant » en une véritable nation, l'auteur se propose d'appliquer ce modèle de formation des nations européennes au processus national kurde.

L'émergence d'une conscience nationale propre est le résultat d'une longue évolution historique et d'une structuration identitaire reposant sur trois composantes nécessaires : politique, sociale et culturelle-linguistique. L'auteur décrit ici le cheminement du processus national kurde fragmenté théorisé par Hroch, en distinguant trois phases.

La phase A se caractérise par l'identification et la théorisation d'une histoire, d'une culture et d'une langue

communes par des individus, les *patriots*, issus des couches sociales basses et « bénéficiaires diplômés d'une promotion sociale ». La phase B est celle de la prise de conscience, appelée « période d'agitation patriotique ». Elle est déclenchée notamment par la réaction de certaines élites kurdes qui militent pour l'adhésion par le plus grand nombre à cette nouvelle identité nationale, ainsi encouragée par un facteur générationnel permettant l'apparition des premiers programmes politiques. Enfin, la phase C marque l'émergence d'un mouvement national de masse et d'une identité politique nationale affirmée.

L'approche nouvelle et érudite de cet ouvrage détonne dans une littérature pourtant abondante sur le sujet. Le travail de l'auteur permet d'identifier distinctement les différents acteurs à l'origine de la conscience nationale kurde. À l'aide d'un corpus de mémoires, de journaux, de plaidoyers d'activistes, il développe une analyse fine des déterminants des processus sociaux à travers lesquels émerge un sentiment national kurde en Turquie. L'intensification de la « communication sociale », par la modernisation et la démocratisation de l'imprimerie, a selon lui été la clé de la diffusion d'une conscience nationale, passant

d'une simple « ouverture kurde » à un « projet d'unité nationale. » De ce point de vue, les Kurdes constituent un cas intermédiaire intéressant entre l'Europe et le reste du monde.

Toutefois, l'approche de l'auteur reste très théorique et scolaire, et l'on peut regretter que l'analyse se soit cantonnée au simple prisme turc. Comment le processus national kurde de Turquie se situe-t-il par rapport aux expériences irakienne et syrienne ? Le sentiment national kurde est-il vraiment né seulement en 1848 à l'occasion de la publication du journal *Kurdistan*, sans autre signe avant-coureur ?

En prenant le parti de ne se référer qu'aux travaux de Hroch, l'auteur donne l'impression de se cacher derrière les théories européennes de son mentor – la pertinence de leur application dans ce contexte étant de surcroît mise en question par ce dernier dès la préface. Le sens de l'histoire semble ainsi un peu forcé et le parti pris théorique limite finalement la compréhension du mouvement national kurde. L'auteur perd ainsi l'occasion de proposer de nouveaux concepts et d'établir une véritable théorie nationale *alla kurda*.

Florence Deliancourt